

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

23 octobre 2024

PLFSS POUR 2025 - (N° 325)

|              |  |
|--------------|--|
| Commission   |  |
| Gouvernement |  |

Tombé

**AMENDEMENT**

N° 653

présenté par

Mme Corneloup, M. Forissier, Mme Bay et Mme Kremer

-----

**ARTICLE 6**

- I. – Supprimer les alinéas 5 à 8.
- II. – En conséquence, supprimer l'alinéa 10

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Les alinéa 5 à 8 et l'alinéa 10 de l'article 6 du PLFSS2025 conduisent à réduire les allègements généraux de charge, et cela de façon rétroactive dès 2024, d'une double manière :

- En réintégrant dans le calcul des allègements généraux la prime de partage de la valeur versée par les entreprises,
- En supprimant la prise en compte de la déduction forfaitaire spécifique dans le calcul des allègements généraux.

La déduction forfaitaire spécifique est appliquée dans d'importants secteurs de main d'œuvre comme le Bâtiment. Or, ce secteur composé majoritairement de TPE/PME, connaît de fortes destructions d'emplois depuis ce début d'année du fait du ralentissement de l'activité dans le secteur du logement. À la fin de 2024, près de 60 000 emplois devraient être détruits dans le secteur du Bâtiment.

Les modifications proposées à l'article 6 du PLFSS, viendraient aggraver cette situation en diminuant le niveau des allègements applicables à ces entreprises. La situation serait d'autant plus critique que ces entreprises, qui emploient plus d'un million d'actifs en France, n'ont pas pu anticiper financièrement un tel alourdissement de charges.

Une application dès 2024 les contraindrait, en outre, à une gestion très lourde pour reprendre les éléments de paie depuis le début d'année.

Enfin, dans une période où le pouvoir d'achat des salariés doit être conforté, il est bien évident qu'une telle disposition n'inciterait pas les entreprises à accorder des primes de partage de la valeur (PPV) à leurs salariés.

C'est pourquoi, cet amendement propose d'abroger ces dispositions malvenues.